

Paris, le 31 octobre 2017

UNE RÉFORME DANGEREUSE QUI N'EST PAS À LA HAUTEUR DES ENJEUX

Après l'afflux de 40 000 étudiant.e.s de plus en 2017, l'année prochaine, 45 000 supplémentaires devraient rejoindre l'enseignement supérieur. Cette année, 90 000 étudiant.e.s n'ont pas obtenu leur premier vœu de formation dont 10 000 en licence de Staps. La sélection à l'entrée à l'université ne sera écartée que si le gouvernement décide d'un plan d'investissement d'urgence, massif et immédiat, pour créer des places supplémentaires dans les filières en tension et abonder le budget des établissements afin que ceux-ci aient enfin les moyens de recruter des titulaires sur des postes gelés depuis bien trop longtemps. À l'opposé de cette option, face à ces enjeux, le gouvernement a décidé de poursuivre le sous-investissement des établissements et de permettre la sélection des étudiant.e.s à travers la mise en place de capacités d'accueil et de prérequis dans les filières en tension.

Les dispositifs pédagogiques permettant d'améliorer la réussite des étudiant.e.s doivent être accessibles à toutes et tous les étudiant.e.s des formations de 1^{er} cycle. Ces dispositifs doivent être financés par l'État de façon pérenne et ils ne peuvent pas se résumer à des cours et des tests en ligne. Tous les dispositifs de remédiation imposés à quelques-un.e.s sont susceptibles d'être abandonnés sous la pression des politiques d'austérité imposées aux établissements et *in fine* l'accès des formations aux bachelier/ière.s concerné.e.s risque d'être fermé.

Le **SNESUP-FSU** combat les inégalités sociales. La sélection est une modalité qui les reproduit à l'entrée de l'enseignement supérieur. Tout bachelier.ière doit pouvoir se réorienter et accéder à la formation de son choix en France. Le baccalauréat, premier diplôme universitaire, doit permettre un accès de droit en licence. Au-delà de l'information nécessaire à une orientation éclairée, construite avec les professionnels de l'orientation, le dernier mot doit revenir à l'étudiant.e.

Le **SNESUP-FSU** combat cette réforme bureaucratique, inégalitaire et mise en place pour contenir le flux d'étudiant.e.s et limiter l'investissement de l'État. Elle n'est porteuse ni d'émancipation, ni d'élévation du niveau de qualification général pour la jeunesse et elle détériorera les conditions de travail des personnels.

Le **SNESUP-FSU** appelle à rejoindre les mobilisations du 16 novembre 2017 selon les modalités définies localement.